

L'impact économique des inégalités de genre

Par [Giulia Sestieri](#) et [Soledad Zignago](#)

À l'occasion de la Journée Internationale pour les Droits des Femmes, la Banque de France a organisé le 7 mars une table ronde sur l'impact économique des inégalités de genre, avec Sylvie Goulard, Sous-Gouverneure de la Banque de France, Isabelle Hudon, Ambassadrice du Canada en France, et Peter Praet, Membre du Directoire de la Banque centrale européenne. Ce billet fait écho à ces discussions, pour conclure qu'il y a urgence à agir, à tous les niveaux.



L'impact économique des inégalités femmes-hommes

Table ronde avec **Sylvie Goulard**,
Isabelle Hudon et **Peter Praet**

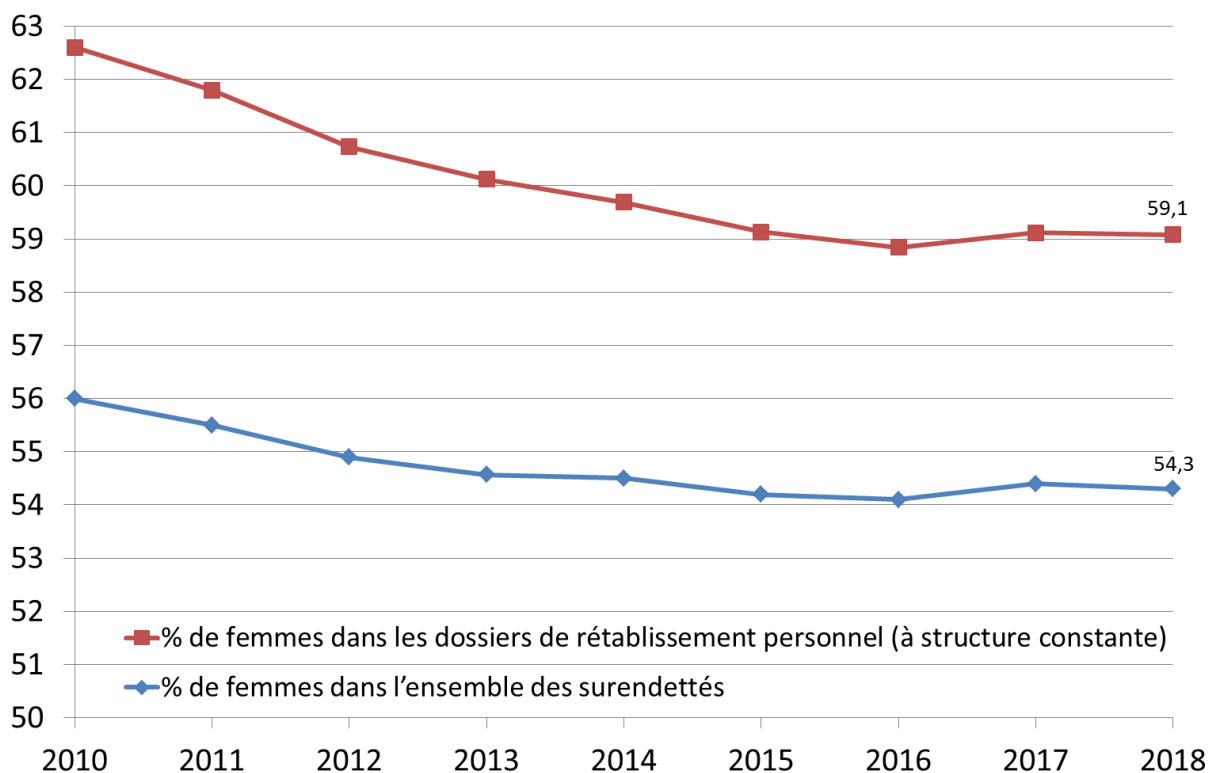
Jeu*di* 7 mars 2019

Une prise de conscience partagée par les banques centrales

La question de l'égalité entre les sexes prend une importance croissante dans le débat économique, y compris au sein des banques centrales. Les inégalités peuvent conduire en effet à des coûts significatifs à la fois macroéconomiques (sur l'emploi et la croissance par exemple) et microéconomiques (sur l'inclusion financière, le surendettement, la gouvernance des entreprises, etc.). À l'occasion de la Journée Internationale pour les Droits des Femmes, ce 8 mars, la Banque de France (BdF) a organisé une conférence sur l'impact économique des inégalités entre les femmes et les hommes (F/H). Une table ronde réunissant Sylvie Goulard, Sous-Gouverneure de la BdF, Isabelle Hudon, Ambassadrice du Canada en France, et Peter Praet, Membre du Directoire et économiste en chef de la Banque

centrale européenne (BCE), a permis d'évoquer les coûts économiques de ces inégalités ainsi que les actions à mener. Ce billet reprend certains de ces échanges.

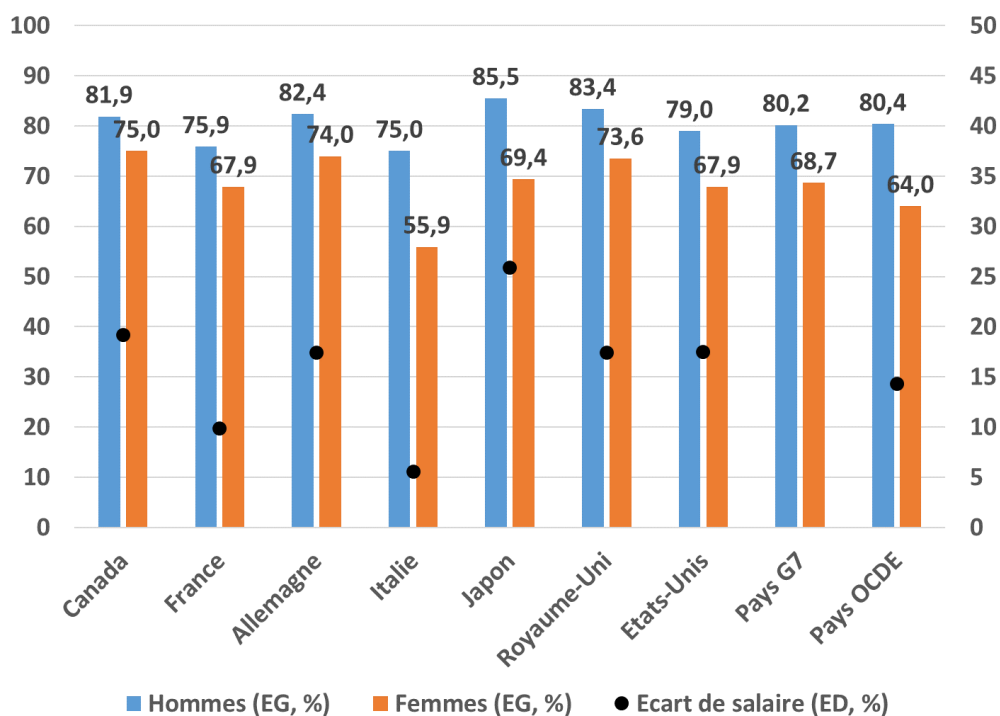
Comme d'autres banques centrales, la BdF a depuis quelque temps entamé une réflexion autour de ce sujet. Cette année elle a contribué au [Gender Balance Index 2019](#) de l'OMFIF (entretien avec Sylvie Goulard, page 15), deux billets sur le sujet sont déjà parus dans ce blog en 2018, l'un sur [les femmes dans la gouvernance des banques centrales](#) et l'autre sur la place des [femmes dans les études économiques](#). Les deux rappellent l'existence de fortes inégalités dans ces deux domaines, qui demandent à être corrigées. D'autres projets de recherche en cours explorent des questions liées aux missions de la BdF à travers le prisme du genre, comme le lien entre gouvernance et performance des entreprises ou le surendettement des ménages en France : les femmes sont plutôt plus exposées que les hommes aux risques de surendettement (cf. graphique 1, en bleu, 54 % des surendettés sont des femmes), et majoritaires dans les situations graves (59 % de femmes dans les dossiers dits de « [rétablissement personnel](#) », en rouge). La recherche sur le rôle du genre dans l'économie a le double objectif de sensibiliser l'opinion publique et de guider l'élaboration des politiques publiques.



Graphique 1 : Part des femmes dans l'ensemble des surendettés et des procédures de rétablissement personnel (%). Source : Banque de France, Enquêtes typologiques du surendettement.

Des coûts économiques élevés

Sur le plan macroéconomique, les chiffres pour les économies avancées sont parlants : en moyenne, le taux de participation des femmes au marché du travail est inférieur de 11,5 points à celui des hommes pour les pays du G7 et de 16,4 points pour les pays de l'OCDE (cf. graphique 2). Ces moyennes cachent une grande diversité de situations selon les pays et ne tiennent pas compte du temps partiel, facteur aggravant des inégalités de genre. En zone euro, notamment, la mise en place de réformes structurelles visant à augmenter le taux de participation des femmes, surtout dans ces pays où l'écart est le plus fort, contribuerait à faire baisser le taux de chômage, accroître la croissance potentielle et favoriserait la convergence économique entre les pays membres. Par ailleurs, lorsqu'elles ont un emploi, les femmes gagnent en moyenne moins que les hommes et sont touchées par le « plafond de verre » (difficulté d'accès aux postes supérieurs). Selon l'OCDE, par exemple, il y a plus de six hommes en poste de management pour chaque femme manager au Japon en 2016. En France, Italie et Allemagne, le ratio est d'environ deux pour un, comme pour la moyenne des pays OCDE.



Graphique 2 : Taux de participation F/H sur le marché du travail et écarts de salaire (%).

Source : OCDE, données 2017 pour le taux de participation et 2014 pour l'écart de salaire.

L'étude de l'impact de la diversité de genre sur l'économie a fait l'objet récemment de plusieurs travaux de recherche, tant au niveau macro qu'au niveau microéconomique. Pour n'en citer que deux exemples, Ostry et al. (2018) montrent que la parité de genre serait bénéfique pour la croissance de la productivité et conduirait à des gains économiques qui vont au-delà de la seule augmentation de l'offre de travail. Réduire les inégalités F/H aurait aussi des effets positifs sur la croissance à moyen et long terme, par exemple en modifiant les

choix de filières d'éducation tant pour les hommes que pour les femmes et en faisant évoluer les normes sociales sur les rôles respectifs des uns et des autres dans la société. Christiansen et al. (2016) trouvent, quant à elles, une corrélation positive entre la diversité de genre aux postes de direction et les performances financières pour un échantillon de deux millions de sociétés non financières européennes. Cette corrélation est nettement plus forte dans les secteurs qui emploient plus de femmes ainsi que dans ceux à forte intensité de connaissances et technologie, exigeant une plus forte créativité et pensée critique, que la diversité peut apporter.

Des mesures pour réduire les inégalités F/H : une nécessité

Peter Praet a partagé son expérience sur la mise en place depuis 2012 de mesures destinées à promouvoir la diversité F/H à la BCE, incluant une meilleure représentation des femmes dans les comités de sélection, une représentation obligatoire de femmes dans les panels de chaque conférence organisée par la BCE, ou l'annonce d'objectifs chiffrés pour la proportion de femmes à des postes d'encadrement. Une étude micro-économétrique portant sur les évolutions de carrière à la BCE (cf. Hospido, Laeven et Lamo, document de travail BCE à paraître) montre que si les femmes avaient, à compétence égale, moins de chances d'être promues avant 2011, les mesures prises depuis ont conduit à une égalisation des probabilités de promotion. L'étude met aussi en exergue une différence de comportement intéressante : les femmes candidatent à une promotion moins fréquemment que les hommes, mais lorsqu'elles le font, elles ont plus de chance de l'emporter.

Pour Isabelle Hudon, la parité est assurément un sujet politique, mais aussi économique. Mettre fin aux inégalités salariales, développer tous les potentiels, encourager à plus de mixité sont autant d'opportunités de développement économique, avec potentiellement une hausse du PIB mondial de 28 000 mds de dollars d'après une [étude McKinsey](#) récente. Les exemples sont nombreux : lorsque la parité progresse dans un conseil d'administration, le chiffre d'affaire progresse aussi. D'après l'ambassadrice du Canada, il faut agir tous les jours, à tous les étages de la société, gouvernement, société civile, entreprises, citoyens. Elle propose dans ce sens huit mesures concrètes pour atteindre la parité, résumées dans la diapositive suivante.

Objectif parité: ce qui se mesure se réalise.

Rendez les femmes visibles à tous les échelons de votre entreprise.

Place aux talents féminins! Investissez sur le long terme.

Partage et formation: soutenez le mentorat!

Candidatures paritaires: n'acceptez aucune liste sans candidature féminine.

Soyez visibles et audibles!

Portrait de la parité: des données à communiquer.

Enseignement de l'égalité: parlons à nos filles et surtout à nos garçons.

#UNGESTEPARJOUR
ISABELLE HUDON

Pour conclure, outre des aspects éthiques importants, les inégalités de genre entraînent des coûts significatifs pour la société qui justifient de les placer au centre du débat économique. Atteindre la parité par des mesures concrètes et volontaristes devient une urgence à tous les niveaux.